

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 17/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SETEO (ancien)**

Route de Gray  
21850 Saint-Apollinaire

Références : 0005401641 / 99  
Code AIOT : 0005401641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2025 dans l'établissement SETEO (ancien) implanté Route de Gray 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETEO (ancien)
- Route de Gray 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005401641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SETEO est autorisée à exploiter une déchetterie professionnelle accueillant des déchets

dangereux et non dangereux et des installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 5.1.9	Demande d'action corrective	6 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.3.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 1.11	Sans objet
3	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.1.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection de récolement s'est intéressée aux prescriptions principales en matière de gestion du risque incendie du site.

Le site a été régularisé en 2024 et est encadré par l'arrêté préfectoral du 14 août 2024.

Il ressort de l'inspection que certaines dispositions ne sont pas en place (réserve incendie, certaines consignes, matérialisation de zones, équipements d'analyse ...).

**Cette situation n'est pas satisfaisante et doit faire l'objet de mesures correctives rapides de la part de l'exploitant ; les prescriptions de l'arrêté préfectoral, des arrêtés ministériels applicables et les engagements du dossier de demande d'autorisation environnementale sont opposables et doivent être respectés ou mis en place.**

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 1.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes - incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li></ul> [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3.2 ;</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de consignes concernant la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation, ainsi que des modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte (P11/11-E « Témoins d'accident/incendie - site route de Gray »). La procédure d'alerte, avec les numéros de téléphones nécessaires, est présentée dans la consigne P11/12 "Cas de situation d'urgence". Il a été vérifié que l'affichage des consignes précitées, ainsi que celui de l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, est bien réalisé sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <b><u>Non-conformité 1</u></b> Le plan présenté par l'exploitant, datant de 2008 et modifié en 2020, deux fois en 2021 et deux fois en 2022, ne comporte pas tous les éléments exigés par l'article 3.2.1 et notamment les disconnecteurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan des réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bâtiment A (zone Z4) est équipé d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b>  Le bâtiment A (zone Z4) est effectivement équipé de 8 détecteurs automatiques de départ d'incendie. Un report d'alerte est effectué sur les portables des responsables. Une levée de doute peut être réalisée via la caméra connectée. La connexion et le fonctionnement de cette caméra ont été vérifiés sur site.  L'exploitant procède une fois par an aux vérifications de ces détecteurs. Les rapports de 2023 et 2024, établis par la société Proxilor, ont été présentés à l'Inspection. Les deux rapports confirment le bon fonctionnement du système de détection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>[...]</p> <p>Pour le bâtiment et les groupes d'îlots Z10-Z18 Bis et Z11-Z18, une voie engins matérialisée au sol et maintenue dégagée permet la circulation complète des engins de secours autour du bâtiment et autour de chaque groupe d'îlots.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'accès et des voies de circulations prévus pour l'intervention des pompiers.</p> <p><b><u>Non-conformité 2</u></b></p> <p>La voie engins pour le bâtiment et les groupes d'îlots Z10-Z18 Bis et Z11-Z18 n'est pas matérialisée au sol.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Eaux d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article 5.1.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recueil des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est de 660 m<sup>3</sup>.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis 2022, l'exploitant dispose d'un bassin de confinement de 1000 m<sup>3</sup>.</p> <p>À ce stade, il n'a pas encore mis en place de mesures pour garantir en permanence la disponibilité d'un volume de 660 m<sup>3</sup> (volume défini dans le dossier de demande d'autorisation).</p>

Le jour de l'inspection, un remplissage du bassin par l'eau de pluie, réduisant le volume disponible imposé, a été constaté. Mais Il n'y a pas de marquage permettant d'estimer le volume occupé. Aucune consigne ou action concernant l'entretien, la vidange, le nettoyage ou la garantie d'étanchéité n'a pu être présentée.

### **Non- conformité 3**

**L'exploitant ne peut garantir en permanence le volume de rétention de 660 m<sup>3</sup> défini dans son dossier de demande d'autorisation.**

**Les consignes (entretien, la vidange, le nettoyage ou la garantie d'étanchéité) sont à rédiger.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### **N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m<sup>3</sup>,  
[...]
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.  
[...]

La réserve incendie est équipée d'une prise d'aspiration avec raccord sapeur-pompier de diamètre 100 millimètres et munie d'une aire d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m). Elle est située à une distance supérieure à 10 mètres d'un bâtiment ou de déchets combustibles, ou dans le cas le plus défavorable, à une distance équivalente à 1,5 fois la hauteur du bâtiment et de manière à ce que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un point d'eau incendie par une voie utilisable aux engins de secours.

L'établissement est muni d'un moyen permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température.

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection, l'établissement est muni de réserves de sable, mais elles ne sont pas réparties sur le site (toutes se trouvent dans le bâtiment A).

Concernant les mesures de température, l'exploitant confirme que la température est vérifiée en temps réel via l'application météo. L'équipement permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent est bien présent sur le site (local technique), mais il n'est pas opérationnel (installation prévue pour la semaine prochaine).

Le lendemain de l'inspection (11/02/2025), l'exploitant a adressé à l'Inspection des photos attestant de l'installation de quatre bacs de sable sur le site, ainsi que d'une manche à air. Ces photos sont accompagnées d'un plan du site précisant l'emplacement exact des bacs et de la manche à air.

La réserve d'eau, constituée d'un minimum de 120 m<sup>3</sup>, n'a pas été installée sur le site. L'exploitant envisage de la remplacer par un poteau d'incendie en lien avec les services SDIS.

**Non-conformité majeure 1 :**

L'exploitant n'a pas mis en place la réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 7 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/08/2024, article 5.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prévoit dans son plan de défense contre l'incendie les analyses et dispositifs qu'il est susceptible de déclencher pour l'analyse des fumées en cas d'incendie sur les déchets (en fonction de la nature des déchets et de leur caractère dangereux ou non dangereux).

**Constats :**

L'exploitant a initié les démarches concernant le dispositif d'analyse des fumées. En effet, les échanges de mails du 15/01/2025 et du 06/02/2025 avec le prestataire ATMO BFC ont été présentés à l'inspection.

**Non-conformité 4 :**

**Le jour de l'inspection, le dispositif pour l'analyse des fumées en cas d'incendie sur les déchets n'est pas opérationnel.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois